Le Conseil,

Vu le rapport du 25 juin 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de la voirie vient de me communiquer un dossier d'appel d'offres ouvert relatif à la fourniture d'armoires de contrôleurs pour les équipements de signalisation lumineuse.

Ces armoires, destinées à recevoir les branchements électriques et les appareils de commande des carrefours à feux, seraient installées en création ou en rénovation dans le cadre du programme d'investissement ou en remplacement dans le cadre de l'entretien de ces équipements.

Il s'agirait de conclure deux marchés à bons de commande pour l'année 1999. La répartition géographique pourrait être la suivante :

- lot n° 1 : territoire nord de la communauté urbaine de Lyon,
- lot n° 2 : territoire sud de la communauté urbaine de Lyon.

A titre indicatif, le montant annuel des dépenses de chacun des lots est estimé à 600 000 F TTC.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné un avis favorable sur la procédure énoncée ci-dessous le 15 juin 1998 ;

B - Propose d'accepter le présent dossier de consultation des entrepreneurs, de l'autoriser à le rendre définitif, de l'autoriser à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagements et à signer les marchés ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite des crédits affectés à cette opération, enfin de fixer le mode d'exécution des travaux ainsi que l'imputation des dépenses ;

C - Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 du 25 septembre 1995 ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 273 et 295 à 298 du livre III du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le présent dossier de consultation des entrepreneurs, lequel sera rendu définitif.

2° - Décide que :

a) - les marchés seront traités ultérieurement par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 273 et 295 à 298 du livre III du code des marchés publics,

b) - les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagements et à signer les marchés ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite des crédits affectés à cette opération.

4° - Les dépenses à engager seront prélevées sur les crédits à inscrire au budget primitif de la Communauté urbaine - direction de la voirie - exercice 1999 - section investissement : compte 215 210 - section fonctionnement : compte 606 800.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,